N° 464 — CINQ CENTIMES — Mardi 4 Mars 1890

RÉDACTION & ADMINISTRATION :
ROUBAIX, rue du Vieil-Abreuvoir, N° 12
TOURCOING, rue Verte, 56

PRIX DES ABONNEMENTS
ROUBAIX-TOURCOING
3 mois, 4 fr. 50. — Un an, 18 fr.
NORD et départements limitrophes
3 mois, 6 fr. — Un an, 24 fr.

L'abonnement continue sauf avis contraire.

L'AVENIR DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Républicain quotidien

PRIX DES ANNONCES :
ANNONCES . . . . 0 fr. 25 la ligne
RÉCLAMES. . . . . 0 fr. 50 —
FAITS DIVERS . . . . . . 0 fr. 75 —
LOCALES. . . . . 1 fr. 00 —

Les annonces sont reçues à ROUBAIX-TOURCOING aux *Bureaux du Journal*, à Lille, 51, rue Nationale, à PARIS, à l'*Agence Audbourg*, place de la Bourse, 10, et à BRUXELLES pour toute la *BELGIQUE* et la *HOLLANDE*, à la Société anonyme de publicité générale, 104, boulevard Anspach et 3, rue des Teinturiers.

TÉLÉPHONE

LA DÉMISSION De M. Constans

M. Constans a donné, samedi matin, sa démission de ministre de l'intérieur et a été remplacé dans la soirée même, par M. Léon Bourgeois, député, ancien sous-secrétaire d'Etat au même département, dans le cabinet Floquet.

Le successeur de M. Constans est l'un des hommes politiques les plus sympathiques de l'ancienne Chambre, administrateur habile, il est pour ainsi dire de la carrière; orateur éloquent il a su se faire écouter et applaudir, actif, intelligent, laborieux, il a laissé de son passage à la place Beauveau le meilleur souvenir.

Il est certain néanmoins que M. Bourgeois est peu connu des deux cent cinquante députés nouveaux qui forment la majorité à la Chambre et que malgré le choix heureux de M. Tirard, le ministère se trouve diminué par la retraite de l'homme auquel, à tort ou à raison, on a prêté l'initiative de toutes les mesures qui ont amené la chute du boulangisme.

M. Constans était non-seulement un homme d'Etat adroit, il était aussi heureux et les événements l'ont admirablement servi. On suit volontiers ceux que la fortune favorise, or, il n'est pas douteux que M. Constans a été un de ses enfants privilégiés.

Maintenant, quelles seront les conséquences de cet événement inopiné, le ministère Tirard ainsi complété est-il viable, ou bien est-il préférable comme le demandent un grand nombre de nos confrères de recourir à une nouvelle combinaison? C'est évidemment la question que chacun se pose et c'est celle que nos représentants auront probablement à résoudre aujourd'hui.

Sur le premier moment les amis de M. Constans, et ils sont nombreux, ont parlé de tout renverser, les journaux de ce matin sont unanimes sur ce point, le centre, la droite, la gauche et l'extrême gauche invitent M. Carnot à choisir un nouveau ministère et M. Camille Dreyfus a annoncé hautement son intention de provoquer une interpellation dont le résultat final ne doit pas être un vote de confiance pour M. Tirard.

Il est probable cependant que les quarante-huit heures de réflexions qui se seront écoulées avant que le débat soit porté à la tribune auront provoqué bien des réflexions et quelque peu calmé les irritations du premier mouvement.

Les députés se diront sans doute qu'avant de renverser le cabinet actuel qu'ils connaissent, avec lequel ils ont marché d'accord depuis trois mois et qui vient de donner un nouveau gage de ses opinions en choisissant dans le groupe progressiste le titulaire du ministère de l'intérieur, il serait bon de savoir au juste ce que nous réserve le lendemain, ils penseront aussi qu'il n'est pas très prudent d'entrer de propos délibéré dans une crise gouvernementale sans être bien assuré de la façon dont on en sortira.

Qui devine et qui peut prévoir en ce moment les surprises que nous réserverait peut-être la chute du cabinet Tirard?

Quand le *Journal des Débats*, le *Temps* et le *Parti National* réclament un changement de ministère, ce n'est certainement pas pour voir revenir au pouvoir M. Floquet ou l'un des siens.

A leur avis la crise ne peut avoir qu'une issue, l'appel de MM. Léon Say, Ribot ou Méline, et ils le disaient clairement ce matin en écrivant que la conduite du Président de la République était nettement indiquée.

De leur côté la *Justice*, le *Radical*, le *Mot d'Ordre*, désirent un changement de personnel avec des espérances absolument opposées et le devoir du chef de l'Etat, ne leur parait pas plus obscur qu'aux organes du centre gauche.

Cette contradiction n'a rien de surprenant si l'on songe que la majorité républicaine n'a encore trouvé aucune occasion d'affirmer ses tendances et de désigner la voie dans laquelle elle voulait entrer.

Une crise ministérielle aujourd'hui ne changerait donc rien à la situation peu éclaircie où nous nous trouvons et si le ministère était renversé dans quelques heures aucun indice sérieux ne guiderait M. Carnot dans le choix de son nouveau gouvernement.

Ce qu'il importe donc c'est que le terrain soit bien déblayé, c'est que l'on sache ce que l'on veut et où on veut aller, c'est que la majorité se prononce avec fermeté sur la politique qu'elle entend suivre, c'est qu'il y ait, à la Chambre, un grand débat parlementaire qui serve de base et d'orientation au gouvernement.

Les personnalités ont peu d'importance dans l'Etat, elles s'accomoderont aux grandes lignes arrêtées par les représentants du peuple ou on les changera.

Cela est secondaire, et nous ne pensons pas qu'il soit sage de faire pivoter tout l'avenir d'un grand pays sur les hasards d'une volonté humaine.

Ayons pour les individualités qui ont rendu d'incontestables services à la République, une juste reconnaissance, mais n'en faisons pas le *palladium* de nos institutions car ce serait peut-être se ménager de cruels mécomptes.

Restons sur le terrain des principes et gardons-nous bien de nous placer sur celui des personnes. Le précédent serait détestable.

TH. BERGÈS.

LE Nouveau Ministre

M. Léon BOURGEOIS

Le nouveau ministre de l'intérieur est un Parisien. Il est jeune, il aura quarante ans le 29 mai prochain.

Docteur en droit, il a débuté, en 1877, comme secrétaire général de la Marne; trois ans après il était sous-préfet de Reims. Il contribua puissamment à la solution pacifique de grèves menaçantes. Ses administrés ne l'oublièrent pas, puisqu'ils le nommèrent député le 26 février 1888, en remplacement de M. Margaine, nommé sénateur.

Au moment de l'élection, il était préfet de police; il avait succédé à M. Gragnon. Il remplissait ces fonctions lors de la démission de M. Grévy et de l'élection de M. Carnot à la présidence de la République.

Quelque temps après avoir été nommé député, on se rappelle que M. Bourgeois fut choisi par M. Floquet, président du conseil et ministre de l'intérieur, comme sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'intérieur. Il se retira avec le cabinet Floquet.

M. Bourgeois connait donc le ministère de l'intérieur. Il a des qualités d'administrateur. Il a montré qu'il avait du sang-froid dans des moments assez difficiles et assez troublés. C'est encore un homme actif et aimable.

LE MONOPOLE DE L'IMPRIMERIE NATIONALE

Le conseil des ministres du 20 février a examiné une question importante pour l'industrie typographique en province.

Un décret du 28 août 1889, qui n'a reçu qu'un commencement d'application, avait décidé que l'Imprimerie nationale serait désormais chargée d'exécuter toutes les impressions faites pour le compte de l'Etat et payées par lui.

Ce monopole aurait pour effet d'enlever à l'industrie privée au moins huit millions de travaux par an pour les donner à l'Imprimerie Nationale qui les ferait plus lentement et à des prix beaucoup plus élevés. Elle serait d'ailleurs obligée de demander des crédits considérables pour effectuer les agrandissements rendus nécessaires par une augmentation de travail aussi énorme. Il est probable que le Parlement ne verrait pas d'un si bon œil la création d'un établissement d'Etat aussi formidable et dont rien ne prouve la nécessité; nos députés se rendraient compte aussi que ce monopole revient en somme à une subvention déguisée que verserait annuellement chaque département ministériel à l'Imprimerie Nationale qui prétend échapper ainsi aux reproches et aux critiques formulées chaque année par la commission du budget en présence des demandes d'argent incessantes de cet établissement.

En outre, il y aurait là un véritable désastre pour l'industrie typographique. Sans parler des grandes maisons de Paris et de province qui se trouveraient gravement atteintes et dont quelques-unes n'y survivraient pas, il y a dans chaque département de petites imprimeries fort intéressantes et qui ont pour principal aliment les commandes administratives locales que leur matériel leur permet d'exécuter. Ces imprimeries possèdent presque toutes un journal dont leur chute entraînerait la disparition.

Il n'est pas nécessaire d'insister pour démontrer les conséquences imprévues du monopole : ruine d'un nombre considérable de petits industriels très intéressants, disparition d'une foule d'organes utiles qui constituent la vie politique en province, enfin et surtout, comme conséquence, abandon sur le pavé d'une nombre considérable d'ouvriers d'élite, intelligents et méritants. Tout cela pour la vaine satisfaction d'augmenter l'importance de quelques fonctionnaires; d'en créer un certain nombre d'autres et de se procurer chèrement et à grand'peine des imprimés que l'on obtient actuellement très vite et à bon marché, par suite de la concurrence et de l'économie de la main-d'œuvre en province.

C'est ce que M. Constans a admirablement compris. Il a réussi à convaincre ses collègues et le Conseil a chargé le garde des sceaux, de qui dépend, nous ne savons pourquoi, l'Imprimerie Nationale, d'étudier à nouveau la question.

Nous pensons qu'elle ne pourra être résolue que par une modification complète du décret du 24 août. L'Imprimerie nationale n'est pas faite pour établir une concurrence à l'industrie privée; ni son outillage, ni l'esprit général de sa direction ne s'y prêtent. Son vrai rôle c'est d'imprimer les pièces confidentielles; si elle ne l'avait pas abandonné à d'autres pour courir après la clientèle, nous n'aurions peut-être pas assisté au scandale récent du détournement des pièces destinées à la Haute-Cour; son rôle encore serait d'employer son personnel d'élite à l'exécution de beaux travaux d'art dignes d'elle, rapports de sociétés officielles, comptes-rendus de missions, etc., etc. Ce serait pour elle une occupation et une raison d'être suffisantes : et puisque l'Imprimerie Nationale prétend mieux faire que tout le monde, elle se réserverait la gloire de servir de modèle et de montrer la route à toute la Typographie française. Il y a encore là de quoi satisfaire le directeur le plus ambitieux.

NOS DÉPÊCHES

Service spécial télégraphique et téléphonique de l'Avenir de Roubaix-Tourcoing.

NOUVELLES PARLEMENTAIRES

Nos informateurs parlementaires nous télégraphient à la date du 2 Mars :

LE NOUVEAU MINISTRE

Le nouveau ministre de l'intérieur, M. Bourgeois, a eu ce matin à onze heures, une conférence avec M. Tirard.

M. Léon Bourgeois a rendu visite à M. Constans, ce matin à onze heures et demie. Il a pris possession du ministère de l'intérieur le soir à cinq heures; M. Constans lui a fait la remise des services.

CONSEIL DES MINISTRES

Demain matin, aura lieu un conseil des ministres dans lequel seront arrêtées les déclarations à faire aux Chambres pour expliquer la situation créée par la démission de M. Constans.

A ce propos, nous croyons savoir que les conditions mises par M. Bourgeois à son acceptation sont les suivantes : Ne jamais gouverner avec une fraction quelconque des Droites; se tenir au milieu du parti républicain et marcher résolûment avec lui.

D'autre part le *Temps* dit qu'il est inexact que M. Bourgeois ait mis comme condition à son acceptation du portefeuille de l'intérieur que le Cabinet fasse une nouvelle déclaration aux Chambres pour définir sa politique.

UNE INTERPELLATION

La *Nation* publie ce soir la note suivante :

M. Camille Dreyfus, député de la Seine, vient d'informer M. le président du Conseil qu'il déposerait demain, à l'ouverture de la séance de la Chambre, une demande d'interpellation sur les motifs qui ont amené la démission de M. le ministre de l'intérieur.

D'autre part on annonce aussi comme probable une interpellation de M. Jumel sur les causes qui ont provoqué la retraite de M. Constans.

RÉUNION DES GAUCHES

MM. Lockroy, de Lanessan, Antonin Proust, etc., ont l'intention de convoquer demain ou après-demain, une réunion plénière des gauches, à l'effet de s'entendre sur l'attitude que compte prendre la majorité républicaine en présence de la démission de M. Constans..

La proposition a recueilli immédiatement plus de 50 adhésions.

NOUVELLES DIVERSES

ÉLECTION DE LA SEINE

Paris, 2 mars. — Election de ballottage du 5e arrondissement :

M. Naquet . . . 4.496 voix Elu.
M. Bourneville . . . 3.694

Au premier tour de scrutin les voix s'étaient ainsi réparties :

M. Naquet 3840 voix; M. Bourneville, républicain, 2575; M. Delombre, républicain, 1761.

Au scrutin du 6 octobre, M. Naquet avait obtenu 4830 voix et M. Bourneville 4745.

La nomination de M. Mazeau

Paris, 2 mars. — Le *Journal officiel* publiera demain la nomination de M. Mazeau à la présidence de la Cour de cassation.

M. Mazeau est décidé à donner sa démission de sénateur quoiqu'il n'y ait point d'incompatibilité entre les deux fonctions.

MORT D'UN DÉPUTÉ

Paris, 2 mars. — M. Le Champvallier, député de la Charente est mort.

L'ÉTAT DE SANTÉ DE M. DE FREYCINET

Paris, 2 mars. — M. de Freycinet, auquel son état de santé n'a pas permis d'assister hier au conseil des ministres, est, en ce moment, forcé de garder la chambre et même le lit.

Bien que souffrant encore, il s'était rendu vendredi devant la commission des crédits; de retour au ministère, la fièvre l'a pris avec une intensité qui a rendu nécessaire la présence d'un médecin.

Le ministre de la guerre devra prendre pendant quelques jours un repos complet.

Faits Divers Télégraphiques

(De nos correspondants spéciaux)

TERRIBLE ACCIDENT. — Paris, 2 mars. — Cinq personnes visitant hier un hôtel meublé, place de la République, eurent la fâcheuse idée de se servir d'un monte-charge en guise d'ascenseur, pour se rendre du rez-de-chaussée aux étages supérieurs. L'appareil nullement destiné à cet usage, se mit en marche avec une rapidité d'autant plus effrayante que les imprudents placés sur la plate-forme, n'avaient aucun moyen de la modérer. Quatre d'entre eux purent sauter à terre sans accident grave, mais le cinquième, M. Jean Pontvianne, âgé de trente-cinq ans, emporté par le monte-charge, a eu la tête broyée contre le plancher du premier étage.

CANONS ÉNORMES. — Bordeaux, 2 mars. — On vient de débarquer à la grue à mâter, de Bordeaux, des affûts de canons destinés au fort du Verdon. Le déchargement de ces affûts qui pèsent les uns 5 à 6,000 kil.; les autres jusqu'à 12.000 kil., a demandé deux jours de travail. C'est le *Pionnier*, du Havre, qui les a amenés à Bordeaux.

Nouvelles Étrangères

Les Élections de ballottage en Allemagne

Berlin, 2 mars. — Jusqu'à présent, on connait les résultats de 86 ballottages.

Sont élus : 32 progressistes, 7 démocrates, 15 nationaux-libéraux, 11 conservateurs, 13 socialistes, 7 cléricaux et 1 guelfe.

Revue de la Presse

Le rôle considérable tenu dans ces derniers temps par le ministre de l'intérieur, M. Constans, donne à la démission de ce dernier une gravité que la presse est unanime à constater.

On pourra se faire aisément une idée de l'émotion causée dans le pays par cet événement politique en lisant les extraits des principaux journaux parisiens que nous citons ci-dessous :

JOURNAUX RÉPUBLICAINS

[illegible] — Par les services qu'il avait rendus, le prestige qu'il tenait d'élections heureuses, l'horreur mêlée de crainte qu'il inspirait au boulangisme, les haines furieuses qu'il avait eu l'honneur d'attirer sur sa tête, M. Constans tenait une place considérable dans la politique ministérielle. Le cabinet peut lui survivre, mais il demeure affaibli. C'est la première pierre qui se détache de l'édifice que la sagesse publique avait si péniblement construit. Le mal fait à la République va pouvoir se mesurer aux cris d'allégresse poussés par ses ennemis.

Le Parti National. — M. Constans était la véritable cheville ouvrière du ministère Tirard. Lui disparu, c'est un remaniement complet qu'il nous faut.

Le XIXe Siècle. — Il convient de rappeler que M. Constans, ministre de l'intérieur depuis le 24 février 1889, a rendu des services à la cause républicaine dans des circonstances que personne n'a oubliées.

Ministre de l'intérieur, il a eu de grosses responsabilités dans la bataille contre le boulangisme. Les élections générales ont prouvé qu'il était un sage administrateur et un ministre souvent heureux.

La Justice. — On est tenu de nous dire pourquoi il y a peut-être une crise... que la Chambre aurait assurément pu provoquer, si elle avait été exigeante, mais que seul, assurément, en France, le ministère ne devait pas nous infliger.

L'Événement. — En quittant le pouvoir M. Constans a voulu sortir d'une équivoque qui lui était devenue intolérable et qui, en se perpétuant, ferait perdre à la République tous les fruits de sa victoire de 1889. En voilà assez! semble-t-il dire. Lui parti, la chute du ministère n'est plus qu'une question de jours.

La République Française. — Nous n'avons jamais fait, nous ne ferons jamais de politique de personnes. Nous gardons le souvenir reconnaissant des services que M. Constans a rendus, depuis un an, au parti républicain; nous apprécions à leur valeur les rares qualités qui font de M. Bourgeois un des plus fermes et des plus solides républicains de la Chambre.

Le Radical. — La cause de cette crise quelle est-elle? Elle ne se dégage pas d'une façon claire. Et, en médecine comme en politique, on est d'accord que pour trouver le remède à un mal il faut en connaître la cause.

On savait, le *Radical* a été des premiers à le constater, qu'il y avait des tiraillements au conseil des ministres. On sentait qu'il n'y avait pas un gouvernement dans l'acceptation vraie du mot. Mais là encore les causes restaient inconnues.

L'opinion publique est inquiète et elle a le droit d'être renseignée. Nous voulons croire que les députés voudront qu'un grand débat parlementaire fasse la lumière.

Le Voltaire. — Le ministère était à coup sûr fort solide alors qu'il paraissait se croire menacé. Mais il est à craindre que la retraite de M. Constans ne porte, dans l'opinion publique, au cabinet que préside M. Tirard, l'atteinte la plus sensible.

L'opinion publique a certainement reporté en grande partie à M. Constans, à son énergie, à l'activité infatigable dont il a fait preuve, le mérite des succès remportés sur les ennemis de la République dans la période singulièrement tourmentée que nous venons de traverser.

A tous les points de vue, nous croyons que ces complications sont fort regrettables et nous serions fort étonnés si le public en général ne partageait sur ce point notre manière de voir.

Le Petit Parisien. — C'est M. Constans qui avait été regardé par l'opinion publique comme le vainqueur du scrutin, et il pouvait dire qu'il avait reçu l'approbation du suffrage universel.

En outre, dans un cabinet composé de beaucoup de membres appartenant au centre, le ministre de l'intérieur démissionnaire semblait représenter l'appui sympathique des députés à tendances radicales.

Son départ fera ressembler le ministère à une table dont un pied est brisé et qui ne peut plus tenir debout.

L'accord ne peut durer dans un cabinet que si on s'est entendu sur la direction à imprimer aux affaires, sur l'orientation générale d'une politique.

Quand on abaisse son ambition à exister au jour le jour et à voir lever le soleil du lendemain, on peut prévenir les pompes funèbres.

Le Journal des Débats. — M. Tirard reste; M. Bourgeois arrive. Pour réparer sa brèche, le cabinet juge à propos de s'adresser au parti radical.

C'est un ancien sous-secrétaire d'Etat de M. Floquet, un chaud partisan de la révision, de la suppression du budget des cultes, un radical fort intelligent, mais un radical des plus qualifiés, qu'il a eu l'idée d'appeler à la direction du ministère de l'intérieur.

Cela prouve au moins qu'il met une certaine suite dans ses desseins. Il y a quelques jours, il admettait M. Pichon et quelques autres députés de même nuance dans ses conseils.

Plus récemment, M. Tirard allait à la réunion « plénière » pour y fraterniser avec la minorité radicale.

C'est aux radicaux qu'il s'adresse quand M. Constans l'abandonne. Il se met sous la protection de M. Floquet. Il y a une certaine logique dans cette conduite. Le cabinet se sent atteint et ébranlé. S'il doit tomber, il veut tomber dans les bras des radicaux.

C'est un goût dont il ne faut pas disputer.

La Lanterne. — Aujourd'hui, M. Tirard est au comble de ses vœux. Il demeure président du conseil; il est débarrassé de M. Constans.

Mais il reste à savoir ce qu'en pensera le pays, ce qu'en pensera la Chambre.

La Chambre cherchait une orientation; mais ce n'était point vers M. Tirard qu'elle regardait.

La Chambre n'était point sans crainte en voyant nos destinées entre les mains de ce mystique bouffi, de cet épais important qui s'appelle Spuller.

La Chambre ne saurait être bien rassurée de se retrouver en tête à tête avec un président du conseil et un ministre des affaires étrangères dont la réputation n'est plus à faire au point de vue de l'insuffisance et de la suprême inhabileté.

Nous serions bien surpris si ce replâtrage durait longtemps.

La Paix. — M. Constans n'est plus ministre de l'intérieur. Il a remis sa démission entre les mains de M. le Président de la République. Cette nouvelle va produire une vive émotion dans le pays; elle impressionnera péniblement les républicains et ne manquera pas de réjouir les adversaires de nos institutions.

A la veille des élections qui vont avoir lieu le 9 et le 15 mars prochain dans plusieurs départements, deux mois avant la grande consultation municipale à laquelle vont être appelés les électeurs parisiens, il est urgent que nous ayons un gouvernement dont l'autorité politique soit hors de toute atteinte. Or, à l'heure actuelle, le cabinet, fût-il même complété demain par un nouveau ministre de l'itérieur, est moralement tombé. Il ne peut pas se relever par un rep'âtrage; une réédification complète est indispensable.

Le Paris. — M. Tirard, dont la gloire pourra briller désormais de tout son éclat, va-t-il enfin nous indiquer ce qu'il entend faire avec la majorité républicaine issue des élections dernières? Il n'y a pas à se le dissimuler, les députés comptaient beaucoup sur M. Constans, ils avaient confiance en lui, en lui surtout.

Ne touchez pas au cabinet, disait-on, Constans nous est nécessaire.

Feuilleton de l'*Avenir de Roubaix-Tourcoing* 120

LA PETITE MIONNE

TROISIEME PARTIE
LA MAIN CACHÉE

Tu sais que Mionne aime Georges Ramel, Georges aussi aime Mlle Mionne; mais il peut cesser de l'aimer. Il ne faut pas que ce malheur arrive, et nous devons faire tout ce qui dépend de nous pour l'empêcher. Sache-le bien, Lucien, si Mionne perdait l'amour de Georges, qui est toute sa vie, elle ne pourrait plus vivre, nous la verrions mourir.

— Oh! monsieur Mollin, je ne veux pas qu'elle meure!

— C'est pour cela que tu vas aller en Bretagne. Si tu remplis bien la mission que je vais te confier, tu sauveras Georges de ce grand danger qu'il court, dont je t'ai déjà parlé et que je vais te faire connaître; en empêchant Georges de faire une folie dont les conséquences seraient aussi funestes pour Mionne que pour lui, c'est à leur bonheur, à leur avenir à tous deux que tu travailleras.

Mais écoute-moi et avec toute ton attention; je vais d'abord te dire quelles sont mes craintes au sujet de Georges Ramel et ensuite je te donnerai mes instructions précises.

Alexis Mollin parla pendant plus d'une demi-heure. Très clairement, nettement, il expliqua au jeune garçon, qui l'écoutait comme un oracle, le rôle important qu'il aurait à jouer au château de Lamballe.

— Voilà, mon cher Lucien, dit-il en terminant, quelle devra être ta règle de conduite, et ainsi que je viens de te l'expliquer, tu agiras selon les circonstances. M'as-tu bien compris?

— Oui, répondit Lucien sans hésiter, une flamme dans le regard.

Il était devenu très grave; le gamin se transformait, devenait un homme.

Alexis Mollin lui demandait beaucoup; mais si ardue que fût la tâche, animé du désir de répondre pleinement à la confiance qu'on mettait en lui, il ne la trouvait pas au-dessus de ses forces.

Il se sentait plein d'ardeur.

D'ailleurs, pour le bonheur de celle qu'il appelait sa sœur, qui avait été l'objet de ses premières affections, que ne ferait-il pas?

Le lendemain, l'élève de Georges Ramel partait pour la Bretagne par le premier train du matin.

QUATRIÈME PARTIE
MADAME JORAMIE

I

UNE FEMME DE FEU

Ce n'était pas un caprice, mais une passion réelle, ardente, indomptable, que Georges Ramel avait inspirée à la belle Mme Joramie. Et cette passion était d'autant plus terrible qu'elle faisait éprouver à Mme Joramie des ivresses inconnues, et que Georges, protégé par l'amour de Mionne, avait su résister à toutes les manœuvres qu'elle avait successivement employées pour l'amener à partager son enivrement.

Ce que Georges lui faisait éprouver ne ressemblait point à ce qu'elle avait ressenti pour d'autres : ce n'était plus seulement l'excitation des désirs; c'était, en même temps, des sensations exquises venant du cœur, et elle avait constaté avec surprise, mais aussi avec une joie délirante, qu'elle aimait pour la première fois, qu'elle connaissait enfin l'amour, l'amour vrai, tel qu'elle l'avait si souvent rêvé.

Femme très sensuelle, chez elle les sens n'abandonnaient rien de leurs exigences, et ses désirs voluptueux s'augmentaient, maintenant, de toutes les aspirations du cœur.

Et Georges, Georges qu'elle enivrait de son regard, à qui elle communiquait la fièvre d'amour qui brûlait son sang, Georges ne prenait pas ce qu'elle était disposée à lui donner. Plus d'une fois elle l'avait vu haletant, éperdu, prêt à tomber à ses genoux, à l'étreindre; mais aussitôt son front se plissait, il se redressait, toujours vainqueur du charme. L'enivrement cessait, l'homme revenait de marbre.

Pourquoi ne parvenait-elle pas à le fasciner complètement? Pourquoi échappait-il ainsi tout à coup, au moment où elle se croyait victorieuse, à l'ivresse qu'elle avait mise en lui? Pourquoi résistait-il à la puissance de son regard, aux effluves magnétiques? D'où lui venait cette force contre laquelle se heurtaient tous ses moyens de séduction?

Elle le savait.

Si Georges ne répondait pas aux ardeurs brûlantes de sa passion, s'il ne se livrait point à l'affolement des sens; si, quand elle croyait le tenir sous le charme, la raison lui revenant tout à coup, il lui échappait, c'est qu'il ne l'aimait pas!

Et Georges ne l'aimait pas parce qu'il en aimait une autre, et cette autre, c'était une charmante enfant, délicieusement jolie, — elle en convenait, — qui avait servi de modèle pour l'œuvre superbe qu'elle avait voulu acheter.

Oh! comme elle la détestait cette fille de rien, cette petite Mionne, sa rivale préférée! Elle la haïssait parce qu'elle était aimée de Georges et elle ne lui pardonnait pas d'être jolie et, surtout, d'avoir ce qu'elle n'avait plus, elle, la jeunesse et la fraîcheur de ses dix-sept ans.

Que de fois, dans le délire de sa passion, pensant à Mionne, elle avait poussé des cris de rage, en se tordant convulsivement les bras.

Quoi, cette misérable fille aimait Georges, elle osait l'aimer, quelle audace!

Sa haine était si grande pour la pauvre Mionne, bien innocente pourtant, que dans ses instants d'emportement et de fureur elle se sentait capable de la tuer.

Mais, au dépit de tout, elle ne désespérait pas d'avoir raison, à la fin, de toutes les résistences de l'artiste. N'importe à quel prix, elle chasserait Mionne de sa pensée, elle prendrait dans son cœur la place de Mionne.

Elle voulait Georges et elle ne l'aurait pas! Etait-ce possible?

C'était donc, ainsi que l'avait deviné Alexis Mollin, pour mettre en œuvre ses plus irrésistibles moyens de séduction et assurer son triomphe définitif, qu'elle avait décidé le jeune artiste à quitter Paris pour l'emmener en Bretagne, au château de Lamballe, sous le prétexte de vieilles toiles à restaurer.

Elle comptait que, loin de Paris, ne subissant plus certaines influences contraires, Georges ne tarderait pas à oublier Mionne. Et, puisque déjà elle agissait puissamment sur ses sens, elle saurait aussi s'emparer de son cœur.

A Paris, Georges pouvait être gêné, avoir des craintes, des scrupules; mais à la campagne, au fond d'une province, on est libre, on s'isole plus facilement, on évite mieux les regards, un doux tête à tête risque moins d'être brusquement interrompu.

Et puis le calme, le silence, l'ombre mystérieuse, la solitude, la rêverie, le murmure des ruisseaux, le chuchotement des feuilles, le gazouillement des oiseaux, tout cela porte à la langueur, convie aux extases malheureuses.

Car Mme Joramie ne s'y trompait point, c'est par les sens, dans un moment de vertige, qu'elle pouvait prendre Georges; mais elle savait aussi qu'il lui appartiendrait ensuite tout entier, car il n'était pas homme à se donner à moitié, c'est-à-dire à brûler de l'encens sur deux autels.

— Oui, se disait-elle, que je lui fasse partager un instant mes transports et le feu qui me dévore passera en lui, et il ne pourra plus s'arracher de mes bras; nous serons unis à jamais, il me donnera sa vie, comme je lui ai donné la mienne!

Alexis Mollin, qui connaissait son ami mieux encore peut-être que Mme Joramie, savait très bien aussi que si Georges succombait il deviendrait la proie de sa maîtresse, lui sacrifierait tout, bonheur, avenir, et se détacherait de Mionne dont il ne se trouverait plus digne.

De là les craintes, les cruelles angoisses d'Alexis. Car pour lui, Georges sans Mionne était un navire démâté en pleine mer, n'ayant plus ni gouvernail, ni boussole. Sans Mionne Georges n'était plus rien, il n'existait pour ainsi dire plus; son bonheur était détruit et son avenir brisé.

Certes, avec sa nature honnête et loyale par excellence, Georges Ramel sentait bien cela, et quoi qu'il eût l'air d'en rire, chaque fois que son ami lui avait parlé de Mme Joramie pour le mettre en garde contre les séductions de la charmeuse, les paroles plutôt affectueuses que sévères d'Alexis avaient eu un écho dans son cœur.

Mais Georges ne voyait pas le danger et ne voulait pas le voir. Quelque chose d'attrayant, d'irrésistible l'attirait chez Mme Joramie; ce qu'il éprouvait près de cette femme ne l'effrayait point, au contraire. Il aimait sa conversation; la mélodie de sa voix le berçait doucement; le charme qu'elle exerçait sur lui et dont il ne pouvait se défendre lui faisait connaître toutes sortes de sensations qu'il trouvait délicieuses.

Il se laissait doucement entraîner sur une pente glissante; mais pas plus qu'il n'avait voulu en convenir avec Alexis, il ne voulait en convenir avec lui-même.

Et, pourtant, comme son ami le lui avait dit, il jouait avec le feu et ressemblait au papillon de nuit qui tourne autour de la flamme d'une bougie, tant et si bien qu'à la fin il y brûle ses ailes.

Mais Georges se croyait fort et invulnérable parce qu'il aimait Mionne.

On lui criait : « Prends garde! » comme s'il avait quelque chose à redouter. On lui parlait d'un danger; est-ce qu'il existait ce danger? Mme Joramie aurait beau faire, elle n'obtiendrait pas de lui ce qu'il ne voudrait point lui donner. Elle l'avait provoqué, c'est vrai : elle l'avait attaqué, il s'était défendu; évidemment, s'il avait accepté la lutte, c'est qu'elle lui plaisait. Mme Joramie avait ses armes, il avait les siennes; pourquoi serait-il vaincu puisqu'il savait se défendre? Il avait résisté, il saurait bien résister toujours.

C'est ainsi que Georges, se croyant sûr de lui-même, avait quitté Paris pour aller continuer la lutte sur le nouveau terrain que, en habile stratégiste, Mme Joramie avait choisi.

La première semaine du séjour au château de Lamballe se passa on ne peut plus tranquillement. Pour continuer notre métaphore, c'était un temps d'armistice que Mme Joramie accordait à Georges.

Mais il faut dire que M. Joramie était là. A la dernière heure, il s'était décidé tout à coup à accompagner sa femme en Bretagne.

Aucune affaire importante ne le retenait à Paris pour le moment et, les travaux de la Chambre lui laissant quelques loisirs, il avait pensé qu'il pouvait se donner huit jours de repos.

Ceci avait vivement contrarié Mme Joramie; mais elle ne l'avait point laissé voir; au contraire, elle parut enchantée. C'était une agréable surprise que lui faisait son mari. Une fois, par hasard, elle allait donc l'avoir complètement à elle!

Pour une infinité de raisons, Mme Joramie avait intérêt à ménager son vieil époux, à lui faire croire à sa tendresse, à son dévouement, et à entretenir à un certain degré de chaleur l'affection que le vieillard avait pour elle. Plus que jamais, elle se montrait pour lui prévenante, gracieuse, aimable. D'ailleurs, la femme n'est jamais plus charmante pour un mari qu'elle n'aime pas que lorsqu'elle songe à le tromper.

Donc, Mme Joramie s'observait et évitait même de se trouver trop souvent seule avec Georges. Elle le traitait comme un hôte qu'on est heureux de le posséder, avec cette déférence qu'on doit à un artiste de talent: mais pas de familiarité.

Certes, il eût fallu d'autres yeux que ceux de M. Joramie pour voir que Georges Ramel était pour sa femme autre chose qu'un artiste.

Lucien Morel était arrivé au château avec une lettre d'Alexis Morin qu'il avait remise à Georges. Dans cette lettre, Alexis parlait un peu de Mionne dont, disait-il, il avait fait prendre des nouvelles; elle était toujours triste, mais elle allait bien. Confiante dans l'amour de Georges, elle attendait patiemment l'aurore de jours plus heureux.

Alexis faisait de nouveau l'éloge de son jeune protégé et le recommandait chaudement à la bienveillance et à l'amitié de son maître.

(A suivre) ÉMILE RICHEBOURG.